



ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE (EPML)

DIRECTION FINANCIÈRE, JURIDIQUE ET DES MOYENS

Sous-direction juridique et de l'achat public

Service de la commande publique

75058 Paris Cedex 01

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

**PRESTATIONS DE RELATIONS PRESSE POUR PROMOUVOIR LA PROGRAMMATION DE
L'AUDITORIUM DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

2025-077M

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ	4
1.1. Objet du marché	4
1.2.1. Procédure	4
1.2.2. Forme du marché	4
1.3. Décomposition du marché.....	4
1.4. Variantes	4
1.5. Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché	4
1.6. Définition des prestations confiées au titulaire.....	5
1.6.1. Prestations réalisées dans le cadre de la partie à prix global et forfaitaire	5
1.6.2. Prestations réalisées dans le cadre de la partie à bons de commande.....	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 – REPRÉSENTATION DES PARTIES – OBLIGATIONS DES PARTIES	6
4.1. Représentation du pouvoir adjudicateur – Obligations de l’EPML.....	6
4.1.1. Représentation de l’EPML	6
4.1.2. Obligation de l’EPML	6
4.2. Représentation du titulaire – Obligations du titulaire.....	7
4.2.2. Obligations du titulaire.....	7
ARTICLE 5 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	8
5.1. Accès / contrôle du personnel	8
5.1.1. Dispositions générales.....	8
5.1.2. Liste nominative du personnel	9
5.1.3. Port du badge ostensible et permanent obligatoire	9
5.2. Amélioration continue	9
5.3. Livrables	10
5.4. Informations et autres communications entre les parties au marché	10
5.5. Langue.....	10
ARTICLE 6 – DÉLAIS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
6.1. Prestations relevant de la partie à prix global et forfaitaire.....	10
6.2. Prestations relevant de la partie à bons de commande	10
ARTICLE 7 – PÉNALITÉS	10
7.1. Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations	10
7.2. Pénalités spécifiques.....	11
ARTICLE 8 – CONSTATATION DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	12
9.1. Propriété des connaissances antérieures	12
9.2. Cession de droits – Etendue et durée de la cession des droits.....	12
9.2.1. Droits cédés	12

9.2.2. Etendue et durée de la cession des droits.....	13
9.3. Exploitations	14
9.3.1. Exploitations institutionnelles	14
9.3.2. Exploitations commerciales.....	15
9.3.4. Exploitations par le titulaire	16
9.4. Garanties.....	16
9.5. Prix	16
9.6. Droit moral.....	17
ARTICLE 10 – ARRÊT DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	17
ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE DES PRESTATIONS	17
ARTICLE 12 – CONTENU ET VARIATION DES PRIX	17
12.1. Prix du marché	17
12.1.1. Nature et forme des prix	17
12.1.2. Contenu des prix	17
12.1.3. Frais pris en charge par l’EPML.....	18
12.2. Variation des prix.....	18
ARTICLE 13 – BONS DE COMMANDE – PART À COMMANDES DU MARCHÉ	19
ARTICLE 14 – RÈGLEMENT DES COMPTES - FACTURATION	19
14.1. Modalités de règlement	19
14.2. Envoi des factures.....	20
14.3. Délais de paiement et intérêts moratoires.....	22
14.4. Paiement – Modalités de règlement	22
ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITÉ.....	22
ARTICLE 16 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	23
16.1. Retenue de garantie	23
16.2. Avance	23
ARTICLE 17 – CESSIION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES	23
ARTICLE 18 – ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ	23
ARTICLE 19 – RÉSILIATION.....	24
ARTICLE 20 – MODIFICATION EN COURS D’EXÉCUTION DU MARCHÉ	24
ARTICLE 21 – LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX	25
ARTICLE 22 – DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	25
ARTICLE 23 – DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG	26

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations de conseil stratégique et de gestion opérationnelle des relations avec les médias nationaux pour la médiatisation et l'accompagnement de différents cycles de programmation de l'auditorium de l'Etablissement public du musée du Louvre (ci-après, l'EPML).

1.2. Procédure et forme du marché

1.2.1. Procédure

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 3° (MAPA services spécifiques), R.2123-4 et R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique.

1.2.2. Forme du marché

Les prix du marché sont mixtes.

Le présent marché de services est rémunéré par un prix global et forfaitaire à titre principal. Il comprend par ailleurs une part à commandes sans montant minimum et avec montant maximum en valeur, sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes.

- La **partie forfaitaire** telle que définie à l'article 1.6.1 du présent CCAP, rémunérée par un prix global et forfaitaire, correspond à la programmation des manifestations prévues pour la saison 2025-2026 et les trois suivantes (en cas de reconduction du marché, sans que la durée du marché ne puisse dépasser quatre ans) ;
- La **partie à bons de commande**, telle que définie à l'article 1.6.2 du présent CCAP, est rémunérée sur la base de l'ensemble des prix unitaires mentionnés au sein du bordereau des prix unitaires (ci-après, le « BPU ») et relative à la mise en œuvre d'éventuelles commandes supplémentaires en cours d'exécution du marché, liées notamment à de nouvelles manifestations complémentaires non programmées. **Le montant maximum de la part à commandes est de 9 000 € HT** (neuf mille euros hors taxes) par an. Il n'y a pas de montant minimum de commande sur toute la durée du marché.

1.3. Décomposition du marché

Conformément aux articles L.2113-10, L.2113-11, R.2113-2 et R.2113-3 du Code de la commande publique, le marché n'est pas décomposé en lots. En effet, les prestations du marché constituent un ensemble cohérent qui ne comporte pas de prestations qui pourraient être définies comme distinctes.

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens des articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la commande publique.

1.4. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.5. Identification du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement public du musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre » ou « le pouvoir adjudicateur »).

Les prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement du marché (ci-après « le titulaire »).

1.6. Définition des prestations confiées au titulaire

1.6.1. Prestations réalisées dans le cadre de la partie à prix global et forfaitaire

Les prestations forfaitaires à réaliser sont fixées au Cahier des Clauses Techniques particulières (ci-après « CCTP »).

Il s'agit de :

- l'élaboration d'un plan stratégique par saison (volume des prestations : 1 plan par saison annuelle) ;
- la promotion de 7 cycles ou ensembles de moins de 10 séances (volume des prestations : 7 cycles et prestations associées par saison annuelle comprenant une proposition stratégique par cycle) ;
- la promotion de 2 cycles de 11 à 30 séances (volume des prestations : 2 cycles et prestations associées par saison annuelle comprenant une proposition stratégique par cycle) ;
- l'élaboration des bilans des relations presse : revue de presse et bilan/note de synthèse (volume des prestations : 3 à 4 bilans par saison annuelle).

1.6.2. Prestations réalisées dans le cadre de la partie à bons de commande

La partie à bons de commande correspond à des prestations supplémentaires non prévues dans la partie à prix global et forfaitaire. Ces prestations sont tarifées sur la base des prix tels que fixés par le titulaire au sein du BPU).

Ces prestations sont réalisées après émission d'un bon de commande par le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies à l'article 13 du présent CCAP. Pour chaque bon de commande, les modalités d'exécution des prestations seront éventuellement précisées et sont identiques à celles fixées par le schéma directeur du plan d'action défini entre les parties et celles prévues pour la partie à prix global et forfaitaire.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels qui régissent le présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, et son annexe :
 - ✓ Annexe 1 : Le Bordereau de prix unitaires ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) : la DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant à titre principal forfaitaire. Il appartient au titulaire de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites au CCTP et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS*) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'applique au présent marché*.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du Pouvoir Adjudicateur font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Conformément à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement. Elle comprend également, sur demande du titulaire, la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Les textes applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

** Documents non-joints mais réputés connus du titulaire.*

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ

Les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification pour une durée de **douze (12) mois**.

Le marché peut être reconduit trois (3) fois pour une période supplémentaire de douze (12) mois, sans que la durée totale de validité du marché ne puisse dépasser quarante-huit (48) mois.

La reconduction est tacite et le titulaire du marché ne peut s'y opposer.

Le Pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité du marché (à savoir, avant la fin de la période en cours) s'il veut refuser la reconduction du marché et donc le dénoncer. Cet écrit est alors adressé au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

La cession des droits de propriété intellectuelle prévue au présent CCAP perdurera au-delà de la durée du marché dans la limite qui y est énoncée.

ARTICLE 4 – REPRÉSENTATION DES PARTIES – OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1. Représentation du pouvoir adjudicateur – Obligations de l'EPML

4.1.1. Représentation de l'EPML

La conduite du marché sera assurée par la Direction des relations extérieures et de la communication (DREC) de l'EPML. Les personnes chargées de la conduite du marché sont désignées au CCTP. En cas de modification de ces interlocuteurs, l'EPML s'engage à indiquer au titulaire, le nom de la ou des personne(s) chargée(s) du suivi technique du marché au sein de l'établissement. L'habilitation de nouveau(x) représentant(s) sera réalisée sans avenant.

4.1.2. Obligation de l'EPML

Le musée du Louvre s'engage à :

- fournir au titulaire tous les éléments en sa possession nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- donner au titulaire tous les renseignements nécessaires en vue de la bonne exécution du marché ;
- faciliter en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire peut avoir besoin ;

- assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

4.2. Représentation du titulaire – Obligations du titulaire

4.2.1. Représentation du titulaire – Personnel du titulaire

Les prestations faisant l'objet du marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution du marché. **En outre, la bonne exécution du marché suppose que le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de celui-ci.**

L'équipe du titulaire affectée à la réalisation des prestations est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations telles que définies dans le présent marché (notamment à l'article 3 du CCTP). Aussi, le titulaire met en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils respectent ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée à l'exécution du marché figurant dans le mémoire technique.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, si en cours d'exécution du marché le titulaire est amené à modifier la composition de l'équipe, celui-ci doit :

- en aviser immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- lui communiquer dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de l'avis d'information fait au représentant du pouvoir adjudicateur, la nouvelle composition de l'équipe.

En outre, en cas de remplacement du ou des interlocuteur(s) chargé(s) des prestations, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences et qualifications au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres et qualifications dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans les conditions énoncées à l'alinéa précédent.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. En cours d'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser les interlocuteurs à tout moment. Le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans les conditions énoncées ci-dessus.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions de l'article 19 du présent CCAP, à l'issue de la deuxième récusation ou en l'absence de désignation de nouvel intervenant dans les délais impartis.

L'EPML se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Le remplacement d'un intervenant ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

4.2.2. Obligations du titulaire

Le titulaire est soumis à :

- une obligation de confidentialité et de secret professionnel définie à l'article 15 du présent document ;
- une obligation de conseil et s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur tous renseignements et

conseils techniques utiles à l'obtention de la meilleure qualité au meilleur coût. Le titulaire est ainsi tenu à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la mission, ce qui l'oblige à attirer l'attention du musée du Louvre sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité, quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une disposition spécifiquement décrite au présent marché. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Le titulaire est tenu de signaler à l'EPML tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à :

- se conformer à l'ensemble des prescriptions légales, réglementaires et normatives régissant les prestations, objet du marché ;
- communiquer à l'EPML toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile à l'EPML ;
- faire respecter par ses préposés et ses sous-traitants éventuels toutes les obligations issues du présent marché.

Le titulaire s'interdit d'accepter des tiers, avec lesquels l'exécution du marché le mettrait en rapport, toute autre mission découlant du présent marché.

Pour la réalisation de la prestation, le titulaire prendra toutes les dispositions utiles pour assurer la mise en place en temps voulu, des moyens nécessaires à l'exécution de la prestation en fonction des consignes et de leur volume, en accord avec l'EPML. Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage, pour une meilleure collaboration et pour un réel partenariat, à faire bénéficier l'EPML de son expérience et de ses connaissances.

Le titulaire recrute, rémunère, emploi et forme sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution de la mission. Le candidat retenu fait sien des problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation du travail notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires et aux congés annuels ou autres. Le titulaire s'engage à ce que les prestations de ses salariés soient effectuées de façon tout à fait irréprochable et à ce que les employés observent une discrétion absolue sur tout ce qui touche l'EPML.

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'EPML de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou à compromettre le déroulement du marché.

De manière générale, le titulaire s'engage à travailler en étroite concertation avec les personnels du Musée du Louvre.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1. Accès / contrôle du personnel

5.1.1. Dispositions générales

Pour des raisons de sécurité, le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de discrétion accentuée concernant la procédure de contrôle des entrées, interdisant d'en divulguer les modalités à l'extérieur du musée.

Cette procédure, qui varie selon les espaces et qui peut évoluer dans le temps, devra être scrupuleusement respectée par le titulaire. L'accès sera refusé à toute personne ne respectant pas la procédure et/ou ne pouvant satisfaire à un contrôle d'identité.

Chaque personnel est tenu de justifier de sa présence ou de son absence par identification individuelle d'entrée et de sortie du site. La direction en charge de l'exécution du marché délivre et précise les conditions d'utilisation des badges, laissez-passer ou passes nécessaires pour la circulation du personnel.

La perte de tout identifiant permettant l'entrée au musée doit être signalée immédiatement à la personne chargée de la conduite du marché, laquelle peut d'autre part exiger la remise immédiate des badges, laissez-passer ou passes confiés.

Le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché.

5.1.2. Liste nominative du personnel

Dès la notification du marché, en cas de prestations effectuées par une équipe constituée de façon permanente, ou 72 heures avant chaque intervention sur site pour des prestations spécifiques, le titulaire fournit à la personne chargée de la conduite du marché la liste nominative du personnel affecté à son exécution accompagnée de la copie d'un justificatif d'identité en cours de validité.

Cette liste, dont copie est transmise à la Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance du musée du Louvre, indique l'affectation, la qualité et le statut professionnel du personnel. Les intervenants au titre du présent marché doivent être impérativement agréés par le musée du Louvre avant toute intervention sur le site du musée.

Le titulaire est informé que l'Etablissement public du musée du Louvre est susceptible de faire des contrôles des personnes intervenant sur le site du musée du Louvre, notamment le contrôle du casier judiciaire. Si le contrôle faisait apparaître des éléments incompatibles avec un travail sur son site, l'Etablissement public du musée du Louvre pourrait être amené à ne pas agréer l'employé ou à demander son remplacement, même après agrément.

5.1.3. Port du badge ostensible et permanent obligatoire

Sur la base de la liste nominative fournie par le titulaire, les laissez-passer, badges ou passes nécessaires lui sont fournis pour la circulation de son personnel. Le port du badge d'identification, de façon ostensible et permanente, est obligatoire. Aucune dérogation à cette règle n'est possible. En particulier, l'uniforme éventuellement porté par le personnel ne dispense pas de s'y conformer. L'inapplication des règles relatives au port du badge est susceptible d'entraîner une demande de retrait d'agrément.

Le badge doit être porté de façon visible et lisible, dans toute l'enceinte du musée du Louvre et pendant le temps complet de la présence sur le site, y compris pendant les pauses. Il est interdit de prêter ce badge rigoureusement personnel à qui que ce soit.

Les badges attribués ne peuvent être modifiés sans qu'une demande motivée soit adressée par le représentant du titulaire à la personne chargée de la conduite du marché qui transmettra cette demande à la Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance.

Les personnels de la société prestataire de service de surveillance et les équipes d'intervention du musée sont habilités à empêcher l'accès au chantier des personnes ne se conformant pas aux règles précitées. De même, les agents de l'unité d'accès et de contrôle peuvent refuser l'accès à toute personne ne portant pas son badge et ce jusqu'à régularisation de la situation.

En conséquence, toutes remarques désobligeantes adressées aux agents chargés de rappeler les règles d'accès et de sécurité pourront valablement motiver un retrait de l'agrément des personnels concernés.

Dès lors qu'un membre du personnel du titulaire n'est plus affecté à l'exécution des prestations du présent marché sur le site, son badge doit immédiatement être restitué à la personne chargée de la conduite du marché.

5.2. Amélioration continue

Le titulaire s'engage à proposer, durant toute l'exécution des prestations, des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

5.3. Livrables

Le titulaire remet les livrables mentionnés dans le CCTP.

5.4. Informations et autres communications entre les parties au marché

Toutes les informations ou autres communications entre les parties au présent marché sont réalisées dans les conditions définies à l'article 3.1 du CCAG-FCS.

5.5. Langue

La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français. Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'EPML doivent être rédigés en langue française (sauf demande expresse contraire ou accord de l'EPML). Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications (écrites ou orales) qui peut avoir lieu entre l'EPML, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la durée d'exécution du marché, s'effectue en français.

ARTICLE 6 – DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1. Prestations relevant de la partie à prix global et forfaitaire

La détermination précise des délais est réalisée dans les conditions fixées au CCTP.

6.2. Prestations relevant de la partie à bons de commande

Le délai d'exécution des prestations est mentionné au sein du bon de commande notifié.

Ce délai ou cette date est établi préalablement à l'émission du bon de commande et d'un commun accord entre les parties au marché dans les conditions fixées au CCTP ; il est en outre arrêté compte tenu des quantités et de la nature des prestations commandées. Il est entendu que ce délai court à compter de la notification du bon de commande (sauf mention contraire dans le bon de commande).

ARTICLE 7 – PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général du marché.

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de seuil d'exonération des pénalités.

7.1. Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations (hors cas de pénalités spécifiques de retard telles que fixées à l'article 7.2. suivant)

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai d'exécution d'une mission, éventuellement assortie de prolongation de délai, est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

- ▶ **P** = le montant de la pénalité
- ▶ **V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité. Pour la part forfaitaire, cette valeur est égale à la valeur de règlement de la prestation forfaitaire, objet du retard (prestations n°1, 2, 3, 4 ou 5), ou du montant annuel de l'ensemble de la part forfaitaire si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Pour la part à bons de commande, cette valeur est égale à la valeur de règlement de la totalité du bon de commande, objet du retard.
- ▶ **R** = le nombre de jours de retard.

7.2. Pénalités spécifiques

Dans l'éventualité où le titulaire du marché n'accomplirait pas l'intégralité des engagements pris au moment de la signature du marché, des pénalités spécifiques lui seront appliquées :

Objet	Pénalité associée
Retard dans la désignation du chef de projet ou d'un membre de l'équipe (remplaçant ou autres) et/ou dans la communication de sa qualité et de ses justificatifs de compétence	Pénalité forfaitaire de 50 € HT par jour de retard
Annulation tardive non justifiée (<i>à savoir, moins de trois jours ouvrés avant la réunion</i>) à l'initiative du titulaire d'une réunion prévue, ou absence injustifiée de celui-ci	Pénalité forfaitaire de 100 € HT

ARTICLE 8 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les vérifications portent sur les livrables définis dans le CCTP et, le cas échéant, avant chaque diffusion (communiqués de presse et dossiers de presse) : les prestations exécutées sont vérifiées et admises dans les conditions suivantes :

L'exécution des prestations ainsi que les opérations de vérifications qualitatives seront réalisées sous le contrôle du directeur de la communication ou de la personne désignée par lui pour le représenter.

Les opérations de vérification mentionnées aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS ont pour objet de permettre à l'EPML de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché. Elles sont effectuées dans les locaux du musée du Louvre.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de trois semaines pour procéder aux opérations de vérification quantitatives et qualitatives sur les prestations présentées par le titulaire et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. Conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le point de départ du délai est la date de remise par le titulaire, ou de livraison, des prestations au pouvoir adjudicateur (selon les étapes et délais définis au présent marché et dans le Plan stratégique défini selon les modalités de l'article 3.1.1 du CCTP).

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas convoqué pour assister aux opérations de vérifications ; celles-ci pourront donc se dérouler sans le titulaire ou son représentant.

Passé les délais de vérifications mentionnés ci-dessus et dans le silence du musée du Louvre, l'admission sera réputée acquise. Dans le cas où il serait constaté au cours de ces vérifications que la prestation n'est pas conforme aux exigences du présent marché, la personne publique se réserve le droit de prendre toute disposition en application des articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

En cas de réception tacite, si les opérations de vérifications sont positives, la certification du service fait vaut

donc décision de réception. Dans le cas contraire, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, le titulaire est tenu de présenter son livrable modifié dans un délai maximum de 7 jours ouvrés par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS.

En cas de non prise en compte des remarques formulées par le musée du Louvre pour les modifications à apporter et plus généralement en cas de mauvaise qualité de conception et/ou d'exécution de la prestation, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une réfaction de prix proportionnelle à la nature et à l'étendue des défauts constatés sur la prestation objet du marché. Le montant de ces réfections est déduit par précompte sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le présent article déroge à l'article 37 du CCAG-FCS. Le régime des droits de propriété intellectuelle des résultats est régi par les dispositions qui suivent.

Le titulaire cède, à titre exclusif, à l'EPML, les droits de propriété intellectuelle attachés à l'ensemble des livrables réalisés par lui (ou mises à jour/adaptations de documents) dans le cadre du présent marché.

9.1. Propriété des connaissances antérieures

Chaque partie reste titulaire des informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et/ou brevetées ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, nécessaires à l'exécution du marché, appartenant à une partie ou détenue par elle avant la date d'effet du présent marché ou indépendamment de la réalisation de la prestation et sur lesquels elle détient des droits d'utilisation (ci-après les « Connaissances antérieures »).

L'EPML reste donc seul titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des prestations prévues dans le cadre du marché lorsque des supports créés par l'EPML leur ont été remis pour permettre la réalisation des prestations. Le titulaire doit les restituer à l'EPML, sur simple demande.

Conformément à l'article 36.1 du CCAG-FCS, le titulaire concède, à titre non exclusif, à l'EPML le droit d'utiliser de façon permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les Connaissances antérieures nécessaires pour utiliser les résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les Connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

La concession des droits sur les Connaissances antérieures est comprise dans les prix du marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'exploitation portant sur les résultats, tel que visé aux articles 9.2 et 9.3 du présent marché.

9.2. Cession de droits – Etendue et durée de la cession des droits

9.2.1. Droits cédés

Le titulaire cède à titre exclusif au musée du Louvre l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats du présent marché (au sens de l'article 34 du CCAG-FCS), qu'il s'agisse d'étapes intermédiaires ou de documents définitifs, ainsi que les fichiers de toute nature, notamment informatiques, provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation, permettant au musée du Louvre de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, et notamment :

- les dossiers d'études, les « roughs », les documents techniques d'exécution, les prototypes, maquettes, illustrations, recherches graphiques et typographiques ou iconographiques, documents et fichiers de toute nature provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation

- ou de préparation ;
- les créations et les conceptions nées de l'exécution du marché quel qu'en soit le support (maquettes, dessins, ozalid, films pour transferts, plaques d'impression, photographies, illustrations, logos, schémas, polices de caractères spécifiques, affiches, traductions en langues étrangères, iconographie, etc.).

Les droits cédés comprennent le droit de reproduire, de représenter, de modifier et d'adapter tout ou partie des livrables et de leurs éventuelles traductions, ensemble ou séparément, en tous formats et par tous procédés, y compris dans le cadre d'œuvres composites, d'œuvres de collaboration ou d'œuvres collectives.

La cession de droits est effective au fur et à mesure de la réalisation des prestations dans le cadre de l'exécution du présent marché sans qu'une quelconque validation préalable ne soit nécessaire au titre des opérations de vérification des prestations.

La présente cession comporte pour le musée du Louvre le droit d'exploiter directement ou de céder les droits suivants :

a) Le droit de reproduction s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement par tous procédés qui permettent d'archiver ou de communiquer au public et comporte notamment le droit de reproduire :

- sous toutes formes d'édition : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similaire, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique ou dans une anthologie ;
- sur tous supports magnétiques, optiques, numériques ou électroniques, films, microfilms, vidéogrammes, DVD, CD-ROM, cartes mémoires, disques durs, téléphones mobiles, tablettes, lecteurs numériques, serveurs, ainsi que sur les espaces de stockage des réseaux numériques, notamment Internet et Intranet, par enregistrement, numérisation ou tout autre procédé analogue, existant ou à venir ;
- sur tous supports papier notamment catalogues, dépliants, affiches, posters, cartes postales, brochures, plaquettes et prospectus.

b) Le droit de représentation s'entend comme le droit de communiquer, par tout procédé actuel ou futur de communication au public, et notamment :

- par réseau numérique et notamment par Internet, Intranet, par système dit « WAP » ou tout autre système destiné aux téléphones mobiles, tablettes et assistants personnels, par télévision numérique, par un système télématique interactif et par tout procédé analogue, actuel ou futur ;
- par tout moyen de télécommunication notamment par voie hertzienne, par satellite, par télédiffusion et par tout moyen de câblo-distribution ;
- par présentation publique ou projection publique.

c) Le droit de modification et le droit d'adaptation s'entendent, conformément à l'article L.122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle, comme la possibilité de modifier ou d'intégrer, tout ou partie des prestations au sein d'autres œuvres, et notamment sous la forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite et, en particulier, d'une œuvre multimédia.

d) La cession comprend le droit de traduire ou faire traduire en toutes langues et en tous pays, tout ou partie des prestations et de leurs adaptations visées ci-dessus

9.2.2. Etendue et durée de la cession des droits

La cession des droits visés à l'article 9.2.1. ci-avant est accordée pour le monde entier, pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie par le code de la propriété intellectuelle, les conventions

internationales, ainsi que toute prolongation de cette durée.

9.3. Exploitations

9.3.1. Exploitations institutionnelles

Les droits susvisés sont cédés par le titulaire au musée du Louvre à titre exclusif pour toutes les exploitations institutionnelles du musée du Louvre notamment celles ayant pour objet l'accomplissement des activités et missions propres, actuelles ou à venir, du musée du Louvre que la diffusion des textes soit interne ou externe, qu'elle ait lieu en France ou à l'étranger, qu'elle soit encadrée par un contrat de mécénat, de parrainage ou de partenariat.

L'accomplissement des activités et missions propres du musée du Louvre telles que définies par le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié précité inclut la possibilité de céder, tout ou partie des droits sur les résultats à tout organisme de droit privé ou de droit public, français ou étranger, à vocation culturelle, éducative ou sociale ainsi qu'aux filiales et organismes apparentés ou liés sur la base d'un contrat de mécénat, de parrainage ou de partenariat au musée du Louvre et notamment les « *American Friends of the Louvre* », le musée du Louvre-Lens et le musée du Louvre Abou Dhabi » ci-après dénommés les « **Partenaires** ».

Ces exploitations sont notamment :

- la publication dans les programmes destinés au public et les dossiers, brochures, dépliants, plaquettes, prospectus, revues, diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités du musée du Louvre et/ou de ses Partenaires ;
- la publication dans l'enceinte et autour des locaux du musée du Louvre et/ou de ses Partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités du musée du Louvre et/ou de ses Partenaires ;
- la communication institutionnelle interne ou externe du musée du Louvre et de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, publications des nouvelles acquisitions, articles de presse écrite ou télédiffusés ainsi que toute autre utilisation non commerciale d'information et de communication organisée ou co-organisée par le musée du Louvre et/ou par ses Partenaires
- l'utilisation pour les besoins muséographiques du musée du Louvre et/ou de ses Partenaires, sur les bornes multimédia, cimaises, les panneaux signalétiques et les notices descriptives des contenus, des salles, des expositions ou des collections du musée du Louvre et/ou de ses Partenaires ;
- l'insertion dans les bases « Atlas », « Malet », « Liber », « Islam », « Pharaon », « Shamash », « Jupiter », « Mostra », « Joconde », « Museum Plus », et « Imaginum » ;
- la mise en ligne à titre gratuit sur les sites Internet édités ou co-édités par le Musée du Louvre (et/ou les sites Internet édités ou co-édités par ses Partenaires et notamment les sites <http://www.museumlab.jp> et Louvre Lens) ;
- la mise à disposition à titre gratuit sur le réseau Internet par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour et notamment par téléchargement, diffusion en « streaming » ou « podcasting » sur le site <http://www.louvre.fr> ou tout autre site internet désigné par le MUSEE DU LOUVRE ;
- l'insertion au sein d'œuvres multimédia destinés aux dispositifs multimédias et terminaux mobiles, tels que notamment audioguides, smartphones et bornes multimédia, utilisés dans l'enceinte du MUSEE DU LOUVRE et/ou de ses Partenaires, ainsi que sur les sites Internet du MUSEE DU LOUVRE et/ou de ses Partenaires gratuitement mis à disposition du public ;

- l'insertion au sein d'œuvres multimédias destinés aux dispositifs multimédias et terminaux mobiles (disques durs, supports USB, smartphone, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books,...) gratuitement mis à disposition du public ;
- la mise en ligne sur le réseau intranet du Musée du Louvre et/ou sur les réseaux Intranet de ses Partenaires ;
- les réseaux sociaux sur lesquels le musée du Louvre est présent ;
- la projection dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers se tenant au sein du Musée du Louvre et/ou de ses Partenaires et/ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
- la mise en ligne sur la plateforme Internet dédiée à la publicité des procédures de passation des marchés publics du musée du Louvre, ainsi que la remise aux entreprises soumissionnant auxdites procédures de passation.

Le musée du Louvre, ou tout Partenaire ou prestataire de son choix, pourront exploiter le produit des prestations à toutes fins non commerciales, et notamment à des fins d'archivage, de documentation interne, de communication ou de promotion institutionnelle ainsi que de médiation culturelle, que ce soit au sein du musée ou sur internet, via un intranet ou sur les réseaux sociaux, par tous moyens et sur tous supports.

Ces usages non commerciaux sont inclus dans les prix du marché et ne donneront lieu à aucune rémunération supplémentaire du titulaire.

9.3.2. Exploitations commerciales

Les droits susvisés sont cédés au musée du Louvre à titre exclusif pour les exploitations commerciales suivantes :

- la valorisation (recettes publicitaires par exemple, ...), sur le réseau Internet, hertzien, terrestre ou satellitaire, par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour, sur le site <http://www.louvre.fr> ou tout autre site internet désigné par le musée du Louvre, par le biais de publicité d'opérateur commerciaux.
- la mise en ligne à titre payant sur les sites Internet édités ou co-édités par le musée du Louvre (et/ou les sites Internet édités ou co-édités par ses Partenaires et notamment les sites <http://www.museumlab.jp> et Louvre Lens) ;
- la mise à disposition à titre payant sur le réseau Internet et/ou sur les réseaux sociaux du musée du Louvre et/ou de ses Partenaires, par tous moyens de transmission de données numériques connus ou inconnus à ce jour et notamment par téléchargement, diffusion en « streaming » ou
- « podcasting » sur le site <http://www.louvre.fr> ou tout autre site internet désigné par le musée du Louvre ;
- l'édition de brochures, revues, ouvrages et toutes publications destinées à la vente ; l'édition ou la coédition de tout ou partie des résultats sous la forme d'œuvres audiovisuelles ou multimédias scientifiques, culturelles, éducatives ou ludiques, y compris les jeux vidéos, vendues, louées ou prêtées au public, sur tous supports et notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-ROM, E-book,...
- la communication de tout ou partie des prestations sous forme de vidéogrammes, par télédiffusion par des entreprises de communication audiovisuelles ou web TV ;
- l'insertion au sein d'œuvres multimédias accessibles au public grâce à des applications téléchargeables commercialisées par le musée du Louvre seul ou avec des partenaires publics ou privés y compris via des opérateurs commerciaux ;
- sur tous types de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, Smartphone, lecteur

mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo...),

- sur tous types de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique bornes multimédia, ...).

9.3.3. Sous-cessions accordées par le musée du Louvre

Le musée du Louvre est habilité à accorder à ses partenaires publics ou privés, mécènes, y compris à des opérateurs commerciaux, le cas échéant par voie de cession, toute autorisation de reproduire et de représenter et d'exploiter les prestations à titre gratuit ou à titre onéreux, pour l'exercice et dans la limite des droits qui lui sont conférés au présent contrat, aux fins de mise en valeur des collections, des activités et de l'image du musée du Louvre.

9.3.4. Exploitations par le titulaire

Par exception au caractère exclusif de la cession des droits susvisée, le titulaire pourra, avec l'accord préalable et exprès de l'établissement public du musée du Louvre, représenter, reproduire ou autoriser la représentation ou la reproduction des différents éléments des prestations pour son usage personnel et/ou professionnel dans le cadre exclusif de la promotion de son activité (portfolios), à condition que ces exploitations ne soient pas de nature à faire directement concurrence à l'établissement public du musée du Louvre et/ou à ses ayants droit.

9.4. Garanties

Le titulaire déclare avoir la pleine et entière jouissance des droits dont il dispose au profit de l'établissement public du musée du Louvre aux termes des présentes. Il garantit expressément la libre jouissance des droits ainsi cédés contre tous troubles, revendications, ou éviction quelconque émanant d'un tiers quel qu'il soit.

En outre, le titulaire déclare et garantit :

- qu'il est libre d'accepter et d'exécuter les présentes et que, ce faisant, il ne viole ni ne préjudicie au quelconque droit d'un tiers ;
- qu'il est dûment habilité à signer au nom et pour le compte de chacun des auteurs des différents éléments des œuvres les présentes et à les engager valablement, et qu'il a ainsi notamment plein pouvoir et qualité pour accorder les droits cédés ;
- qu'il n'a fait et ne fera aucun acte susceptible de compromettre la présente cession ou d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par l'établissement public du musée du Louvre des droits qui lui sont consentis au titre des présentes.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, de résiliation du marché, qu'il y ait ou non faute du titulaire, la restitution des supports appartenant au musée du Louvre et la transmission des copies électroniques d'exécution a lieu au plus tard à la date d'effet de la résiliation.

Dans l'hypothèse où l'établissement public du musée du Louvre serait saisi de revendications de tiers, ou serait victime d'un trouble dans la jouissance des prestations objet du présent marché, relatif à la propriété intellectuelle ou industrielle, le titulaire – sans préjudice des sanctions encourues - doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance peuvent être les suivantes, au choix du titulaire :

- modifier ou remplacer immédiatement les éléments en litiges de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications techniques du marché et à ses délais d'exécution,
- faire en sorte que l'établissement public du musée du Louvre puisse utiliser les éléments en litiges sans délai, sans limitation et sans autres paiements que ceux prévus au marché.

9.5. Prix

Le prix de la cession de droits de propriété intellectuelle visée au présent article 9 est compris dans les prix du marché.

9.6. Droit moral

Le musée du Louvre s'engage à accompagner toute exploitation des résultats par la mention qui lui sera communiquée par le titulaire.

ARTICLE 10 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Sans objet.

ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE DES PRESTATIONS

La sous-traitance s'exerce selon les conditions stipulées aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (formulaire disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), que le titulaire doit remettre à la personne représentant le pouvoir adjudicateur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si l'EPML le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Le titulaire est également tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de non-respect de cette obligation dans le délai prévu à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, il s'expose aux pénalités prévues audit article.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

ARTICLE 12 – CONTENU ET VARIATION DES PRIX

12.1. Prix du marché

12.1.1. Nature et forme des prix

L'accord-cadre est passé sous la forme d'un marché mixte avec une partie à prix global et forfaitaire et une partie à bons de commande. Dans le cadre de la part à commande, l'EPML peut également commander des prestations supplémentaires rémunérées par des prix fixés au bordereau des prix unitaires, dans la limite du montant maximum fixé au présent CCAP.

12.1.2. Contenu des prix

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations objet du marché, ainsi que, par complément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations, notamment tous les frais afférents aux déplacements, à l'hébergement des personnels du titulaire, les frais afférents aux droits de

propriété intellectuelle sur les résultats, toutes les fournitures, matériels et matériaux, logiciels, honoraires, frais de livraison, épreuves de restitution, réunions, ..., tous les frais et dépenses nécessaires à la réalisation des prestations¹ et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire, telles qu'elles sont décrites dans le présent CCAP et le CCTP, à l'exception des frais mentionnés à l'article 12.1.3 du présent CCAP.

Il est explicitement prévu que les prix comprennent les droits d'auteurs dus par le titulaire du fait de l'utilisation et de la diffusion des articles de presse dans le cadre du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

12.1.3. Frais pris en charge par l'EPML

Aucun remboursement lié au fonctionnement de la structure du titulaire ne sera effectué par le Louvre (notamment les frais de téléphone, taxis, coursiers...)

Les frais suivants seront directement pris en charge par le Louvre :

- Fabrication et routage de communiqués et dossiers de presse ;
- Fabrication et envoi des invitations et documents de promotion ;
- Déjeuners spécifiques Louvre et voyages de presse organisés à la demande et après accord exprès de l'EPML.

Les prestations de graphisme, reprographie, impression, achats d'espaces publicitaires, routage, coursiers et réceptions de journalistes seront confiées aux fournisseurs habituels du Louvre.

12.2. Variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (« Mo »).

La date d'établissement du prix initial appelée « mois zéro » est précisée ci-dessous :

- le mois de remise des offres ;
- ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation.

Ces prix demeurent inchangés durant l'intégralité de la première période d'exécution du marché. Par la suite, en cas de reconduction du marché, **ces prix sont révisables** (à la hausse comme à la baisse) à chaque reconduction du marché, dit mois de révision des prix « Mr », **par application de la formule suivante :**

$Pr = Po [0,30 + 0,70 (0,70 ICHTr-1 / ICHTo + 0,30 FSD3r-1 / FSD3o)]$

Dans laquelle :

- ▶ ICHT : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en décembre 2008, Identifiant 001565192. Les valeurs de l'indice ci-dessus sont disponibles dans les bases de données de : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/>
- ▶ FSD3 : Indice FSD3 - Frais et services divers - modèle de référence n°3, Base 100 en juillet 2004, publié sur le site du Moniteur.
- ▶ L'indice « o » désigne la dernière valeur de l'indice concerné publiée par l'INSEE ou le Moniteur au mois d'établissement des prix (Mo).
- ▶ L'indice « r-1 » désigne la dernière valeur publiée de l'indice connue au mois de révision des prix (Mr).
- ▶ Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au mois « o » et au mois « r ».

Si l'indice de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en

¹ Cette liste n'est pas exhaustive ni limitative.

appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de référence, la valeur de l'indice correspondant, et en détaillant les calculs intermédiaires. Dans tous les cas, la révision peut intervenir à la demande de l'EPML ou du titulaire.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- ▶ Par défaut lorsque la 4^{ème} décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- ▶ Par excès lorsque la 4^{ème} décimale est comprise entre 5 et 9.

Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service en charge du suivi administratif du marché, de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

En cas de modifications techniques entraînant l'insertion de prix nouveaux et faisant l'objet d'un avenant au marché, ces prix nouveaux seront établis en date de valeur Mo, sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessus.

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG-FCS, les prix à prendre en compte pour les bons de commande sont ceux à la date d'émission du bon de commande.

Le titulaire effectue le calcul dont il soumet le détail, pour validation, auprès de :

Musée du Louvre

Direction des relations extérieures et de la communication

Sous-direction du pilotage administratif et des concessions

75058 Paris Cedex 01

Les hausses de prix, résultant de l'application de la clause de révision, ne sauraient excéder 3% par an (soit une hausse maximum de 3% pour la première année d'application de la clause de révision des prix, 6% pour la seconde et 9% pour la troisième). Dans le cas contraire, si les prestations concernées ont déjà été exécutées, le remboursement du prix dans la limite précitée pourra être demandé par le Musée du Louvre.

ARTICLE 13 – BONS DE COMMANDE – PART À COMMANDES DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 3.7 du CCAG-FCS, les bons de commande sont notifiés par l'établissement public du musée du Louvre, soit directement au titulaire, soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques, soit par tout moyen permettant l'émission d'un accusé de réception.

Les bons de commande doivent être dûment signés par le représentant du pouvoir adjudicateur. Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des prestations,
- le prix unitaire et les quantités demandées,
- le délai d'exécution ou la date limite de réalisation des prestations,
- le montant hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC.

ARTICLE 14 – RÈGLEMENT DES COMPTES - FACTURATION

14.1. Modalités de règlement

Les prix au forfait

Tous les trimestres, le titulaire adressera au musée une demande de paiement représentant un quart du montant forfaitaire annuel indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prix au BPU

Les prestations réalisées sur la base des prix définis dans le bordereau de prix unitaires sont rémunérées, après vérification du service fait de l'ensemble des prestations concernées, et payables à réalisation de la prestation.

Les bons sont émis par le représentant du pouvoir adjudicateur et comportent :

- L'identification du titulaire,
- La date,
- La référence du marché,
- Le numéro du bon de commande,
- La désignation des prix du BPU,
- La référence du devis le cas échéant,
- Le prix des prestations,
- Le délai d'exécution,
- Les précisions éventuelles concernant les conditions d'exécution,
- Le montant HT,
- Le montant de la TVA,
- Le montant TTC.

Les bons de commande pourront éventuellement prévoir des délais spécifiques. En l'absence de mention particulière, les délais courant du marché s'appliquent.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché pour une durée d'exécution de 3 mois maximum après cette date.

14.2. Envoi des factures

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'EPML. Le règlement s'effectue par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique. Le paiement s'effectue sur présentation de la facture accompagnée des documents justifiant du service fait.

Les factures présenteront, à en-tête de l'entreprise émettrice :

- la référence du marché,
- la date de notification du marché,
- la référence du bon de commande,
- le nom et l'adresse du prestataire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement ou sur l'acte de sous-traitance,
- le montant H.T.,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant T.T.C.,
- le coefficient de révision des prix, le cas échéant,
- la date.

L'exactitude de ces mentions conditionne le règlement des prestations. L'EPML se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions indiquées ci-dessus.

Sont déduites du montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent cahier des clauses administratives particulières.

Les factures sont adressées de façon dématérialisée et gratuitement en utilisant le portail sécurisé « Chorus Pro² ». Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sont sur le site <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Les paiements seront effectués, selon les dispositions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS, sur présentation de la demande de paiement, au compte ouvert au nom du titulaire.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - Par transfert de fichier (en mode EDI): Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro³, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
 - En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: <http://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :
 - soit déposer ses demandes de paiement sur le portail,
 - soit saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires: Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous:

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

Et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>. Ce site comprend toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à l'organisation du titulaire.

Un ensemble de fiches pratiques est également disponible à l'adresse : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>.

Toutes les demandes d'acompte ou demandes de paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

² Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

14.3. Délais de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du Code de la commande publique.

Conformément audit code, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

14.4. Paiement – Modalités de règlement

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Dépassé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications.

L'administration procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire et désigné soit à l'acte d'engagement, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

En cas de groupement d'entreprises demandant des paiements séparés, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le Titulaire doit en avertir la personne publique dans un délai de quinze (15) jours.

L'Etablissement Public du musée du Louvre se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions listées au présent CCP.

ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITÉ

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS sont applicables au présent marché pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, fournisseurs, préposés... au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, documents, etc., dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers, en dehors des dispositions prévues à cet effet dans le présent marché. Les données et documents (dématérialisés ou non) qui sont échangés dans le cadre du présent marché, qu'ils présentent ou non un caractère personnel, sont des données confidentielles et couvertes par le secret professionnel, tel que défini aux articles 226-13 et suivants du code pénal.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'établissement public du musée du Louvre à résilier le marché aux torts du titulaire et à ses frais et risques, sans préjudice des

réparations éventuelles demandées par le musée du Louvre au titulaire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Le titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données de l'EPML conformément aux lois et régimes applicables, et notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les dispositions du code de la propriété intellectuelle et celles du code pénal en vigueur. Le titulaire n'est en aucun cas maître des fichiers de l'EPML au titre de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si pour l'exécution du présent marché, le titulaire a recours à des sous-traitants, ceux-ci doivent présenter des garanties équivalentes pour assurer le respect des règles de confidentialité et de sécurité sus-énoncées. Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ses sous-traitants et à leur faire respecter les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

ARTICLE 16 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

16.1. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent marché.

16.2. Avance

L'option A de l'article 11 du CCAG-FCS est retenue.

Ainsi, une avance est accordée au titulaire dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du Code de la commande publique, sauf refus exprès du titulaire dans l'acte d'engagement.

Conformément aux articles R.2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'entrepreneur, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

ARTICLE 17 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Sur demande expresse du Titulaire, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Le nom et les coordonnées de la personne chargée de fournir les divers renseignements au titre de la cession ou nantissement des créances figurent à l'acte d'engagement.

ARTICLE 18 – ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur livraison et leur admission dans les locaux de l'administration. En aucun cas le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants, de ses transporteurs, de ses coursiers ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité, auprès d'une compagnie notoirement solvable et agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances, dont il produira l'attestation et la copie avant toute notification du marché, par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS.

La police d'assurance couvre :

- le recours de tiers contre l'Etablissement public du Musée du Louvre,
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard des tiers, de l'Etablissement Public du Musée du Louvre, de tout organisme auprès duquel le titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Les polices d'assurances souscrites par le titulaire doivent notamment couvrir, sans exclusions de garantie, les dommages causés aux documents de toute nature confiés au titulaire pour l'exécution des prestations prévues au marché, comme des photographies, documents graphiques, partitions, traductions, reproductions, copies de sauvegarde nécessaires à l'exécution du marché.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou aura souscrites.

ARTICLE 19 – RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS (articles 38 à 45), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- en cas de non-respect des obligations relatives au travail dissimulé en application de l'article L.8222-6 du code du travail, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque le titulaire contrevient à aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail et aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail ;
- en cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché ;
- en cas de manquements répétés ;
- dans tous les autres cas prévus au présent document.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire. La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 20 – MODIFICATION EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

En application des dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir

adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, l'EPML ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'EPML n'aurait pas été informé.

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu au Code du travail et conformément à l'article L.8222-6 dudit code, lorsque l'EPML est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

Si le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, dans un délai de deux mois, l'EPML peut résilier le marché sans indemnité, aux torts du titulaire et le faire exécuter à ses frais et risques.

ARTICLE 21 – LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

En cas de litige opposant le titulaire à l'EPML, le passage devant le Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) est privilégié. A défaut de parvenir à un règlement amiable, le litige est porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

ARTICLE 22 – DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Les données à caractère personnel qui sont demandées sont nécessaires pour assurer l'exécution du marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris Cedex 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du musée du Louvre. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois (3) ans suivant la fin du marché.

Les personnels du titulaire affectés à l'exécution des prestations bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui les concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements qu'ils peuvent exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris Cedex 01, en précisant leurs coordonnées et en justifiant de leur identité par tout moyen.

Ils ont également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

ARTICLE 23 – DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4.1
Article 4.2.1	Article 3.4.3
Article 7	Article 14.2.5.
Article 7.1	Article 14.1
Article 8	Articles 28.2, 27.3 et 30.2.1
Article 9	Article 37
Article 12.2	Articles 10.2.3 et 10.2.1
Article 18	Article 9